

«leur chaise politique» en s'insurgeant contre les desiderata des multinationales, qui actionnent les bailleurs de fonds et les Institutions de Brettons Wood. Chacun défend son «steak». A ce niveau, il n'y a pas de place pour les sentiments, seuls les intérêts comptent. Quelqu'un l'a dit et bien dit avant moi...

Quelles actions vont mener dans ce cas les producteurs ivoiriens appauvris par une première libéralisation, comme ceux de votre syndicat pour dénoncer la signature d'un tel accord?

Il est trop tôt et c'est un manque de stratégie de livrer à l'adversaire ses plans. Au football, l'entraîneur ne donne jamais son classement par avance, sinon l'équipe adverse anticiperait sur son plan de jeu. Attendez et vous verrez de quoi nous sommes capables. D'autres collègues travailleurs l'ont démontré il y a quelques jours mais nous ne serons peut-être pas aussi manipulables, croyez-moi. Trop, c'est trop! Merci à votre journal de nous avoir permis de faire savoir aux Ivoiriens et au monde le «génocide agricole» qui se prépare à Genève en juin ■

Réalisée par N. Ba

«Nous voulons vivre de notre production. Il y a trop de personnes qui se sucent sur notre dos. Nous deman-

«ne sont pas représentatifs». Ils ont aussi décrié le fait que ceux qui les représentent à l'Intercajou ne travaillent pas pour leur intérêt. «Nous ne

✦ Développement du secteur fruits et légumes L'UE offre 20,99 milliards Fcfa aux producteurs

La Côte d'Ivoire a abrité récemment l'atelier de lancement de la deuxième phase du programme de développement du secteur fruits et légumes des pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique (Acp). Une rencontre inscrite dans le cadre du Programme initiative pesticide (Pip). Un programme de la coopération européen géré par le Coleacp, une association interprofessionnelle de producteurs et exportateurs des Acp, et financée par le Fonds européen de développement (Fed) avec pour objectif la préservation et l'accroissement de l'horticulture d'exportation et la réduction de la pauvreté. Toutes choses qui, au préalable, passent par l'amélioration de la qualité de la production. C'est dans cette nouvelle vision de compétitivité imposée par le marché international qu'intervient, selon les initiateurs, la deuxième phase du Pip. Elle fait suite à une première qui s'est déroulée de 2001 à 2009. Selon le directeur du Pip, Guy Stinglhamber, cette autre étape de 5 ans

pour un coût de 32 millions d'Euro, soit 20,99 milliards Fcfa, aura l'avantage de donner les moyens adéquats aux acteurs du secteur pour faire face aux nouveaux défis. Notamment la sécurité sanitaire des aliments, la traçabilité, la protection de l'environnement et le respect du commerce équitable. Cet atelier a, par ailleurs, été l'occasion pour les experts du Pip et les producteurs et exportateurs ivoiriens d'échanger sur les potentialités d'amélioration des conditions de production. Le président de l'Organisation centrale des producteurs et exportateurs d'ananas et banane (Ocab), Gnui Michel s'est réjoui de ces assises, d'autant que les petits producteurs d'ananas bénéficieront de l'appui accentué dans cette deuxième phase du projet. Représentant le ministre de l'Agriculture, Mme Diénébou Condé a réitéré le soutien de la tutelle à accompagner le projet de l'UE ■

K.A